

"L'Autorité des marchés financiers devrait s'occuper du salaire de Carlos Ghosn"



En pleine crise de l'industrie automobile, le salaire de Carlos Ghosn, patron de Renault, semble lui ne pas connaître la crise. Sophie de Menthon monte au créneau et adresse une lettre ouverte à Jean-Pierre Jouyet, Président de l'Autorité des marchés financiers.

Avec Sophie de
Menthon

Monsieur le Président,

Vous avez, depuis quelques jours, sur votre bureau, le rapport AFEP/MEDEF sur les rémunérations des grands patrons français (il est d'ailleurs consultable sur Internet). Rappelons que ce rapport émane de la trop discrète « Commission Ethique du MEDEF », que j'ai d'ailleurs quittée en 2009 pour cause de ... discrétion !

Tout d'abord il convient de souligner qu'en prenant la présidence de [AMF](#) (*Autorité des Marchés Financiers*), institution à laquelle vous avez redonné depuis ses lettres de noblesse, vous avez de votre propre initiative réduit votre salaire. Vous constaterez que si cet exemple n'a pas été vraiment suivi, on peut tout de même dire que, sur le fond et sur la forme une véritable démarche de progrès s'est mise en place. Toutefois, aujourd'hui, personne ne peut rester insensible au cas du Président de *Renault*, d'autant que l'Etat Français détient 15% du capital de cette entreprise emblématique de notre pays. Tellement emblématique qu'elle était qualifiée il y a encore peu de temps de « laboratoire social de la France ».

On sait les problèmes que rencontre Renault avec la cohorte de licenciements que cela a entraîné. Nul n'ignore les difficultés de l'industrie automobile. Mais justement ! **On pourrait estimer que le salaire du PDG de Renault, Carlos Ghosn, d'un montant de 1 million d'euros est suffisant ; sauf – et c'est là où est le problème ! - que ce salaire se complète d'un deuxième salaire de 8,4 millions d'euros (!) versé, au Japon, par Nissan. Sans compter un paquet de 3 millions d'actions Nissan...**

La libérale que je suis revendique évidemment la liberté des rémunérations, la liberté d'entreprendre, la liberté pour des actionnaires de sanctionner ou non un patron. Mais je revendique avec autant de force et de conviction la responsabilité individuelle et l'autorégulation, sans laquelle, le marché n'est qu'un théâtre d'ombres.

Alors, Monsieur le Président, puisque c'est à vous que l'on remet le soin d'analyser ce rapport et d'en tirer les conséquences, pour un meilleur fonctionnement de la Place de Paris, que pensez-vous de ce cas précis qui choque à la fois des entrepreneurs, comme des salariés ? Que pensez-vous de l'attitude sinon coupable, du moins passive, des administrateurs de Renault ? **Et surtout, que penser d'un Etat qui veut mettre son grain de sel partout mais qui n'est pas capable de balayer devant sa porte ?** Face à ces questions, peut-être pourriez-vous demander l'avis du « Comité des Sages » présidé par Monsieur Claude Bébéar, créé à la demande du Premier Ministre et sur proposition du Mouvement [ETHIC](#) (*Entreprises de Taille Humaine Indépendantes et de Croissance*) en avril 2009.

Nous sommes tous conscients bien sûr qu'il s'agit là d'une goutte d'eau dans la tempête qui nous submerge actuellement **Mais la**

force du symbole justement est dans toutes ces gouttes d'eau qui font déborder le grand vase de l'économie mondiale et auquel s'abreuvent les indignés de toutes sortes. En tous les cas, n'est-ce pas le moment pour l'*Autorité des Marchés Financiers* de donner son avis ? Elle y gagnerait en estime supplémentaire et en crédibilité morale...

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de toute ma confiance